

Études d'histoire religieuse



Paul Aubin, *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964*. Sherbrooke, Éditions Ex Libris, 2001. 131 p. (Cahiers du GRÉLQ, n° 8). 20 \$

Mélanie Lanouette

Volume 69, 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006711ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006711ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lanouette, M. (2003). Compte rendu de [Paul Aubin, *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964*. Sherbrooke, Éditions Ex Libris, 2001. 131 p. (Cahiers du GRÉLQ, n° 8). 20 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 69, 127–129. <https://doi.org/10.7202/1006711ar>

J'aurais préféré une reproduction *in extenso* de l'*Annuaire*. Pour quelques pages de plus, nous eussions pu lire les autres discours que j'ai signalés, et qui ont leur intérêt propre. Et pourquoi pas la constitution et les règlements de l'Institut, qui se trouvent dans l'édition de 1868 aux p. 27-30 ? Car le *Mémoire* de Mgr Bourget traite également de ces autres discours et des principes de « l'esprit de tolérance » qui percent à travers les règlements. De plus, une bibliographie sommaire aurait permis à des usagers moins habitués de poursuivre leur découverte. Ces mêmes usagers, d'ailleurs, auraient profité d'une explication des sigles, tels ACAM et MÉM. Enfin, je ne puis qu'être gêné par un parti pris manifeste de l'auteur pour Dessaulles, ou en tout cas contre Bourget ; par exemple, dans l'avant-propos consacré à son *Mémoire*, Adrien Thério discrédite l'évêque qui « va un peu vite en affaire » « dans son étude assez mal articulée ». (p. 65) Ma gêne tient assurément à ce que la collection où nichent ces textes se nomme « Documents ». Ce mélange des genres où le jugement de l'auteur folâtre avec une présomption historique ne me semble pas des plus heureux. De tels « Documents » y gagneraient en pérennité, d'autant qu'Adrien Thério laisse entendre la poursuite de cette entreprise de réédition, en particulier de la seconde partie de l'*Annuaire* de 1869, intitulée *L'Index*, poursuite tout à fait souhaitable.

Pierre Hébert
Université de Sherbrooke

Paul Aubin, *Les communautés religieuses et l'édition du manuel scolaire au Québec, 1765-1964*. Sherbrooke, Éditions Ex Libris, 2001. 131 p. (Cahiers du GRÉLQ, n° 8). 20 \$

Cet ouvrage de Paul Aubin s'inscrit dans une série de publications portant sur l'histoire des manuels scolaires québécois publiée par le Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, de l'Université de Sherbrooke, en collaboration avec les éditions Ex Libris. L'ouvrage tire sa source du catalogue, élaboré par l'auteur, des manuels scolaires produits (entièrement ou en partie) au Québec depuis 1765. Cet outil de recherche fait bien ressortir l'importance de l'édition scolaire au sein des communautés religieuses, qui assument 4 046 publications, soit près de 45 % de l'ensemble des manuels québécois. Tout en expliquant la présence marquée des congrégations dans le secteur très lucratif de l'édition scolaire, le présent ouvrage aborde « le comportement des communautés en tant que maisons d'édition et les circonstances qui ont favorisé leur émergence » (p. 8). Pour ce faire, les six chapitres de l'ouvrage traitent, d'une part, de la façon dont les structures internes des communautés religieuses influencent leur activité éditoriale, et, d'autre part, des rapports que les congrégations éditrices entretiennent

avec les autorités et les éditeurs laïcs, mais aussi des liens qui se tissent entre les communautés dans le commerce de l'édition.

L'activité éditoriale des religieux obéit à un contexte particulier qui diffère du monde de l'édition laïque, ne pensons ici qu'à l'approbation de l'ordinaire exigée pour les publications non profanes, aux droits d'auteur dont les communautés n'ont souvent pas à se soucier, et plus important peut-être, à l'exemption de l'impôt sur les revenus accordée aux congrégations. Malgré certains freins, tels que les débats entourant la question de l'uniformité des manuels scolaires ou encore les critiques parfois virulentes des éditeurs laïcs qui dénoncent une concurrence déloyale, l'édition congréganiste québécoise bénéficie d'appuis importants qui permettent son émergence.

On pense ici au Comité catholique au sein duquel des membres de communautés éditrices siègent à des comités chargés de l'approbation des manuels. Notons aussi l'appui de l'épiscopat qui, s'il ne se pose pas toujours en allié des communautés, n'en adopte pas moins une position généralement favorable aux productions congréganistes lors des séances d'approbation. Enfin, au tournant du XX^e siècle, avec Léon XIII, l'Église met au point une politique de l'édition catholique qui a pour effet de favoriser l'essor des communautés dans l'édition scolaire. Le marché apparaît dès lors de plus en plus lucratif pour les maisons d'édition religieuses qui, après avoir professionnalisé leur approche éditoriale, atteignent un sommet dans les années 1920, en prenant près de 70 % des parts du marché.

Une telle entreprise d'édition avive la concurrence entre les congrégations et chacune veille sur ses parts. Comme elles s'adressent aux mêmes clientèles et qu'elles rédigent des manuels qui portent parfois sur les mêmes disciplines, les congrégations deviennent des rivales. L'auteur fait cependant remarquer que, dans le contexte québécois, les rivalités demeurent l'exception. En fait, le marché de l'édition scolaire est vaste et permet facilement une collaboration, surtout à cause des spécialisations que les congrégations éditrices ont développées. Les communautés ne s'étant jamais partagé tacitement le marché, la concurrence subsiste tout de même et elle demeure aussi vive avec les éditeurs laïcs, du moins jusque dans les années 1940 où l'activité éditoriale des congrégations s'essouffle progressivement, au profit d'éditeurs non congréganistes spécialisés dans le manuel scolaire, comme le Centre de psychologie et de pédagogie. Les recettes demeurent toutefois importantes et, si les congrégations se défendent de ne penser qu'à l'aspect financier de leur entreprise d'édition, les indices de rentabilité font apparaître des chiffres astronomiques : en 1953, par exemple, les éditeurs religieux déclarent 1 009 289 \$ de revenus liés à la vente de manuels. Pourtant, ces chiffres ne doivent pas occulter le fait que c'est à partir de cette décennie que les congrégations disparaissent progressivement du marché de l'édition

scolaire, alors victimes d'une capitalisation de l'entreprise éditoriale, du tarissement des vocations religieuses et de la baisse de leur clientèle.

Au total, l'ouvrage de Paul Aubin fait bien ressortir l'évolution de l'édition du manuel scolaire au sein des congrégations religieuses. Mais surtout, il permet de bien saisir les particularités de l'activité éditoriale des congrégations et les différents rapports que ces dernières ont entretenus avec les intervenants politiques, ecclésiastiques et religieux. L'ouvrage fait apparaître l'importance d'un secteur très lucratif pour les congrégations et les rapports de concurrence – ou de collaboration – qui ont pu exister entre éditeurs religieux et laïcs. Bref, un livre qui apporte une contribution significative à l'histoire du marché québécois de l'édition scolaire congréganiste. On souhaite déjà en lire une suite, qui pourrait renseigner cette fois sur les productions elles-mêmes, les disciplines scolaires sur lesquelles elles ont porté, les contenus éducatifs privilégiés ou encore les approches pédagogiques choisies.

Mélanie Lanouette
Département d'histoire/CIEQ
Université Laval

Mélanie Lanouette, *Faire vivre ou faire connaître. Les défis de l'enseignement religieux en contexte de renouveau pédagogique, 1936-1946*, coll. « Religions, cultures et sociétés », Les Presses de l'Université Laval, 2002, xvii-174 p. 20 \$

S'inscrivant dans le sillage des importants travaux de Nive Voisine sur *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada* publiés de 1987 à 1999 et de Raymond Brodeur et Brigitte Caulier sur les catéchismes au Québec et en Amérique française, la jeune historienne a choisi de faire porter son analyse sur les efforts tout particuliers de renouveau catéchistique entrepris par les Frères des Écoles chrétiennes (FEC) au Québec. L'analyse porte sur la décennie 1936-1946, qui fut ici, comme en France, « l'une des plus fécondes dans l'enseignement catéchistique avant le mouvement catéchétique des années 1960 ». « Contrairement à son supposé immobilisme », l'Église se révèle en effet « consciente des mutations socioculturelles de la société québécoise et, conséquemment, de l'écart de plus en plus important entre, d'une part, une pédagogie catéchétique traditionnelle et, d'autre part, une société en voie de sécularisation » (p. 1).

L'ouvrage est divisé en trois parties. Dans un premier temps, l'auteure établit le contexte de l'œuvre éducative des FEC. Leur participation au mouvement catéchétique québécois remonte aux années 1920, lorsque des frères s'inquiètent de la piètre qualité de l'enseignement et du niveau intellectuel souvent insuffisant des membres de leur Institut qui les empêchent de participer au renouvellement de la pédagogie catéchétique qui avait cours